Politiques féministes du nom (France, XIX^e-XXI^e siècle)

Feminist naming practices (France, 19th-20th centuries)

Florence Rochefort

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13523>

DOI : 10.4000/clio.13523

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

Pagination : 107-127

ISBN : 9782410003741

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Florence Rochefort, « Politiques féministes du nom (France, XIX^e-XXI^e siècle) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 45 | 2017, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13523> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13523>

Politiques féministes du nom (France, XIX^e-XXI^e siècle)

Florence ROCHEFORT

Parler en son nom en tant que femme et au nom de toutes les femmes est un acte politique inaugural qui marque toute l'histoire des féminismes des XIX^e et XX^e siècles. Aussi, à chaque moment fort de mobilisation pour l'émancipation des femmes, la question du nom est abordée d'un point de vue critique. Au XIX^e siècle, les saint-simoniennes dénoncent déjà l'usage du nom marital imposé aux femmes mariées et affirme la nécessité de se faire un nom ; au cours de la troisième République, le nom des femmes fait l'objet de maintes réflexions féministes et devient un débat public ; dans la deuxième moitié du XX^e siècle et jusqu'aux premières années du XXI^e siècle, il s'agit encore d'une problématique caractéristique du féminisme qui compte des succès législatifs d'envergure sur ces questions (notamment la loi du 4 mars 2002 sur le nom de famille et la circulaire de février 2012 sur la suppression dans les documents administratifs des mentions nom de jeune fille, nom d'épouse ou Madame ou Mademoiselle).

Sans suggérer une évolution linéaire, il est cependant possible de situer les changements des années 2000¹ dans une perspective de longue durée des féminismes et d'interroger leur rôle dans cette mutation du nom des femmes. La généalogie conceptuelle, retracée ici à travers quelques moments forts de l'histoire des féminismes en France², vise à mettre en lumière une approche spécifique qui relie plusieurs éléments que les sciences sociales abordent en général séparément selon les disciplines : le nom comme reconnaissance

¹ Fine & Ouellette 2005 ; Hennette-Vauchez, Pichard & Roman 2016 : 52-54.

² Cette étude s'appuie en partie sur les précieux dossiers documentaires de la Bibliothèque Marguerite Durand.

sociale et le pseudonyme masculin pris par des femmes qui a intéressé plutôt les études littéraires ; le nom des femmes mariées, domaine des juristes et des démographes ; la dénomination de Madame-Mademoiselle, le nom comme identité personnelle et la transmission du nom maternel aux enfants, celui de la sociologie, de l'anthropologie et de la psychologie. L'originalité théorique et politique des féminismes est d'abord la question à travers le paradigme de l'égalité et la dénonciation de l'oppression spécifique des femmes. Le nom s'articule alors dans une dialectique de l'individu démocratique et du sujet, en bousculant les frontières entre le privé et le public, le personnel et le social, entre l'égalité et la reconnaissance. Ces approches mettent en lumière un volet genré du « tournant identitaire »³ qui donne au nom une nouvelle signification individualiste. La nomination, la dénomination et la filiation sont comprises dans une dimension égalitaire et identitaire.

Selon les contextes, en quels termes aborde-t-on le nom des femmes ? Selon quelles valeurs, en vue de quels objectifs ? Quelles stratégies, souvent divergentes, sont proposées ou mises en œuvre pour changer les usages et les mœurs ? On s'intéressera principalement aux débats féministes de la Belle Époque puis à la façon dont la thématique du nom des femmes est repensée au sein des féminismes des XX^e et XXI^e siècles.

Le nom des femmes révélateur et vecteur d'inégalités et de préjugés sexistes (XIX^e-début XX^e siècle)

Les saint-simoniennes refusaient dans leurs journaux d'utiliser leur nom marital et même leur patronyme au profit de leur seul prénom ou d'une simple initiale pour déjouer le pouvoir masculin et « répondre [elles]-mêmes de [leurs] paroles et de [leurs] actes »⁴, mais leur démarche était restée confidentielle et n'avait pas été perçue comme une question sociale⁵. À la Belle Époque, en revanche, le militantisme pour l'égalité des sexes a pris l'ampleur d'un mouvement social largement commenté,

³ Fine & Ouellette 2005 : 28.

⁴ Signé S. [pour Suzanne Voilquin], Voilquin 1832.

⁵ Riot-Sarcey 1994 ; Eichner 2014.

et le débat sur le nom émerge publiquement au sein d'un contexte de mutations économiques, sociales et culturelles où s'impose la figure d'une femme nouvelle libre et indépendante. La démarche féministe combine alors une stratégie égalitaire qui vise des droits égaux et une stratégie identitaire qui tend à réhabiliter le féminin et les femmes par l'affirmation et la visibilité de leurs capacités, de leurs talents ou simplement de leur existence sociale dans tous les domaines. Dans cette double perspective, nommer les femmes et le féminin paraît crucial aux féministes les plus radicales, qui portent également les revendications autour de la féminisation du langage et de la liberté de mouvement. Hubertine Auclert (1848-1914) et Clémence Royer (1830-1902), sont parmi les plus convaincues de l'importance des batailles autour du nom. Active suffragette, Hubertine Auclert est la fondatrice du premier groupe et journal suffragiste, elle a multiplié les pétitions et actions spectaculaires pour le droit de vote, mais elle dénonce également, dans la lignée de la génération pionnière de Maria Deraismes et de Léon Richer, tous les préjugés et toutes les inégalités du Code civil qui entravent la vie des femmes. Plus marginale dans les années 1900 au sein du mouvement pour les droits des femmes depuis son séjour en Algérie, elle est toujours présente comme une journaliste à la plume acérée dans *Le Radical* et préside un groupe Le Suffrage des femmes. Quant à Clémence Royer, la fameuse « philosophe et femme de sciences »⁶, traductrice de Darwin, elle a été remise à l'honneur par les journalistes du quotidien *La Fronde* au sein duquel elle publie régulièrement ses articles.

Il s'agit en premier lieu pour elles de démontrer que le statut social du nom des femmes et ses différents traitements sont profondément inégalitaires et préjudiciable aux femmes, dans la vie publique comme dans la vie personnelle, que ce soit pour se « faire un nom » ou pour exister à ses propres yeux. Leurs discours soulignent l'invisibilité et la déconsidération des noms féminins, en particulier dans la vie professionnelle, intellectuelle, artistique ou politique où les femmes des classes moyennes commencent à vouloir s'imposer, malgré la prépondérance des préjugés misogynes et d'un éthos inégalitaire largement partagé. Aussi l'usage du pseudonyme masculin est-il perçu

⁶ Fraisse 2002 [1985].

comme une trahison par Hubertine Auclert qui fustige celles qu'elle dénomme des « nominativement désexuées », des « déserteuses des intérêts féminins », soulignant par là l'importance pour la défense des droits des femmes d'une affirmation collective du nom des femmes dans l'espace public⁷. Camille Belilon qui tient la chronique féministe du quotidien *La Fronde* fait écho à ses propos en soulignant que le pseudonyme masculin est néanmoins un moyen de faire lire des œuvres de femmes qui ne trouvent en effet pas à être publiées ou sont dépréciées *a priori*⁸. La presse féministe pouvait être un lieu de choix pour échapper à la contrainte du pseudonyme imposé par les éditeurs. Ainsi, déjà en 1870, l'écrivaine Amélie Bosquet renonça à son pseudonyme masculin d'Émile Bosquet au sein du journal de Léon Richer *Le Droit des femmes*, et signa de son nom Amélie Bosquet suivi de la mention (Émile Bosquet)⁹.

Le nom des femmes mariées est une question qui paraît tout aussi primordiale pour favoriser l'avènement d'une société égalitaire, le débat sur le divorce, rétabli en 1884, ayant mis en lumière les conflits autour du nom. Ce qui semble pour le sens commun comme une simple coutume, celle d'adopter le nom de son mari, et souvent d'abandonner son propre prénom dans les dénominations officielles (comme Mme Jules Ferry par exemple), y compris une fois veuve, est dénoncé comme une pratique profondément inégalitaire. La négation de la personnalité de l'épouse est jugée contradictoire avec les principes démocratiques, tels que les défendent les féministes. On rappelle aux lectrices qu'il ne s'agit aucunement d'une obligation légale, que nombre d'inconvénients peuvent entraver la vie de celles qui ont renoncé à leur nom de naissance ou encore de celles qui, s'étant fait connaître sous leur nom marital, ont été contraintes par le juge d'y renoncer une fois divorcées¹⁰. Les féministes ont beau jeu de mettre en évidence les cas

⁷ Auclert [1905].

⁸ Belilon 1898.

⁹ Richer 1870.

¹⁰ La loi de 1884 sur le divorce n'a pas spécifié de règles précises sur le port du nom des ex époux et ce sont les juges qui décident au cas par cas s'il y a litige. La loi du 6 février 1893 sur la séparation de corps, stipule en revanche que chacun reprend son nom après une séparation de corps et que les tribunaux pourront

les plus dramatiques ou les plus absurdes relatés dans la presse ou mis en scène au théâtre. Dans la brochure qu'elle consacre en 1905 au nom des femmes¹¹, en compilant plusieurs de ses textes publiés depuis 1889 sur le sujet, Hubertine Auclert fait allusion à Jeanne Hugo, petite-fille de Victor Hugo et Colette Dumas, fille d'Alexandre Dumas fils. Elle regrette que leurs divorces et remariages, largement médiatisés¹², les aient contraintes à changer plusieurs fois de nom tandis qu'elle considère que la découverte du radium par Marie Curie bénéficie plus à son mari qu'à elle-même, tant l'épouse semble la propriété du mari. Elle considère le « débaptisement marital » comme un symbole de l'assujettissement de la femme mariée par le Code civil de 1804, « un effacement humiliant et paralysant », une « annihilation », un « préjudice »¹³. La femme mariée, déjà légalement assimilée à une mineure, devient dans sa vie personnelle « une chose étiquetée », estampillée comme un colis ou un animal. Cela peut être aussi un inconvénient pour les hommes qui, précise-t-elle, risquent de voir leur nom déshonoré. Comme Jeanne Deroin en 1831¹⁴, Clémence Royer recourt à la métaphore de l'esclavage, paradigme récurrent de la pensée féministe depuis la Révolution française¹⁵ :

[...] la perte du nom, c'est la perte de la personnalité, c'est le règne de la dépendance, c'est l'esclavage. L'esclave, dans la société ancienne, n'avait plus de nom, il ne portait plus que celui de son maître¹⁶.

Militante de longue date, Jeanne Deflou, qui définit l'oppression des femmes par les hommes comme un « sexualisme », compare, quant à elle, la femme mariée au forçat marqué au fer rouge et le mariage au bague. Cette grille politique du nom des femmes mariées entend

interdire à la femme de faire usage du nom de leur mari et si le mari avait joint le nom de sa femme au sien, elle peut demander que cela lui soit interdit.

¹¹ Auclert 1905.

¹² Cambor 2009.

¹³ Auclert 1901 et [1905].

¹⁴ Dans sa profession de foi saint-simonienne (1831-1832), Jeanne Deroin écrit : « Cette coutume qui oblige la femme à porter le nom de son mari n'est-ce-pas le fer brûlant qui imprime au front de l'esclave les lettres initiales de son maître, afin qu'il soit reconnu de tous comme sa propriété. », Deroin 1992 [1831-1832] : 135.

¹⁵ Fraisse 1998.

¹⁶ Royer 1898.

permettre la reconnaissance de l'individualité féminine et participe de cet engouement pour une femme nouvelle émancipée de ses entraves¹⁷.

Dans le fragment du *Journal d'une féministe*, exercice littéraire tout à la gloire du « moi féminin » indépendant et autonome, l'héroïne s'écrie :

[...] le nom n'est-il pas le symbole de l'individu et y renoncer, n'est-ce pas abdiquer son individualité ? C'est bien là, il est vrai ce que la femme fait dans le mariage¹⁸.

Le mariage, précise la jeune féministe ne doit pas être une fusion dans laquelle la femme est absorbée, mais une union égalitaire de deux personnalités. Une lectrice de *La Fronde*, *a priori* non fictive, réagit aussi vivement contre le choix du nom marital dans la rubrique Courrier :

Marquer à vie le passage du mariage signifie qu'elles n'existent que par et pour le mariage, qu'elles n'ont pas de vie personnelle pour ainsi dire et sont des jeunes filles ou des épouses, non des êtres humains¹⁹.

C'est bien de la valeur des femmes en tant qu'individu et comme personne, y compris dans le mariage dont il est question, une option difficile à faire entendre dans une société très attachée aux représentations différentialistes et inégalitaires du « deuxième sexe ». Même le député René Viviani²⁰, pourtant féministe depuis sa jeunesse aux côtés de sa mère au sein du groupe de Léon Richer, ne se laisse pas convaincre. Il propose même de rendre obligatoire le port du nom marital pour les épouses au sein de la sous-commission mise en place en 1905 à la suite de la célébration du centenaire du Code civil. L'initiative de René Viviani offusque les militantes dont Hubertine Auclert qui publie alors sa brochure sur le nom des femmes. Viviani conseille à celles qui ne souhaiteraient pas adopter le nom de leur époux de ne pas se marier et défend sa conception d'un statut spécifique du mariage qu'il développait déjà en 1888 à propos du nom des femmes divorcées²¹. Mais il invoque aussi le fait que, selon lui, 99 femmes sur 100 adoptent cet usage sans se poser de questions. Il soulève une question clé, celle du fossé entre les propositions

¹⁷ Roberts 2002.

¹⁸ Loc-Mor 1896 : 420.

¹⁹ *La Fronde* 1901.

²⁰ Viviani 1905.

²¹ Viviani 1888.

féministes et les pratiques communes des femmes. Les féministes sont conscientes de cette tension et elles se montrent plus ou moins conciliantes à l'égard des femmes ordinaires. Hubertine Auclert parle « d'atavisme héréditaire qui a éteint chez la femme tout instinct d'indépendance et de fierté »²² ; la jeune femme nouvelle héroïne de papier sous la plume de Loc-Mor évoque « la lâcheté et la bassesse des femmes qui abandonnent leur nom »²³. Mais l'adresse aux femmes peut être aussi sur le ton de l'accommodement pour tenter de les convaincre qu'elles sont victimes de la loi masculine et peuvent agir à titre privé.

Dans sa brochure de 1905, Hubertine Auclert relance également le débat sur l'appellation de Madame ou de Mademoiselle, débat qui retient plus encore l'attention de la presse. Hubertine Auclert villipende le principe même de cette distinction qui scelle l'infériorité sociale des femmes dans les habitudes langagières²⁴. Une pleine reconnaissance de l'individualité féminine et de l'égalité des sexes n'est pas compatible avec l'usage de cette « gênante dénomination » qui classe les femmes, et non les hommes, selon leur statut matrimonial. Hubertine Auclert donne plusieurs exemples de l'outrage que peuvent subir des femmes non mariées, surtout si elles ont dépassé un certain âge. Clémence Royer avait déjà fait la démonstration historique de l'inanité d'un tel usage²⁵, en pointant son origine aristocratique, l'innovation des Précieuses au XVII^e siècle qui ont adopté le Mademoiselle, tandis que la Bourgeoisie opte ensuite pour le Madame, sans que la distinction selon le statut marital ne s'impose avant le XIX^e siècle. Elle souligne que « cette division des femmes en deux classes », « absurde » et « immorale », n'a plus de raison d'être dans une société démocratique. En 1901, elle revient sur le sujet et précise que :

[...] dans toute ma vie scientifique, le titre de « demoiselle » a été mon principal obstacle et [que] j'ai regretté toute ma vie d'avoir laissé mon premier éditeur l'écrire sur le premier de mes livres, parce qu'une fois connu du public sous cette fâcheuse épithète on ne peut plus s'en débarrasser²⁶.

²² Auclert 1901.

²³ Loc-Mor 1896 : 420.

²⁴ Auclert [1905].

²⁵ Royer 1898.

²⁶ Royer 1901.

Elle a pourtant fait savoir ensuite en juin 1869 dans le *Journal des femmes* qu'elle refusait tout courrier adressé à elle avec le titre de Mademoiselle, comme le rappelle le journaliste George Montorgueil²⁷. À ceux qui pourraient trouver la cause trop futile – ce qu'un certain amusement des commentaires de presse laisse entendre –, une militante répond : « Les mots recèlent entre eux d'incalculables puissances »²⁸. La réforme du langage est ainsi mise en avant par nombre de féministes de la Belle Époque comme un point fort de leur combat pour l'égalité²⁹, notamment par la féminisation des noms de métiers dits masculins³⁰ et la suppression de dénomination insultante comme celle de fille mère³¹.

Le débat sur Madame/Mademoiselle resurgit en 1910 dans *La Française*, mensuel féministe fondé en 1906 par Jane Misme, ancienne journaliste de *La Fronde*. Une enquête est lancée auprès des lectrices et lecteurs, à la suite d'une lettre adressée au journal par Claire Galichon, une féministe spiritualiste aux idées avancées notamment sur la libre maternité³². Plusieurs personnalités féministes s'intéressent à la question et répondent en dénonçant les inconvénients dans la vie courante d'une femme indépendante qui gagne sa vie : dans le milieu professionnel ou dans les démarches pour trouver un logement. Le Mademoiselle stigmatise la célibataire, celle qui tremble encore d'avoir coiffé Sainte Catherine ou au contraire qui a délibérément choisi de ne pas se marier. Pire encore, il stigmatise la mère non mariée. À côté des arguments de principe s'adjoignent ainsi ceux plus pragmatiques de la nécessaire adaptation des mœurs et des lois aux nouveaux besoins des femmes indépendantes et à ce qui est perçu comme le progrès du féminisme. Quelles solutions faut-il alors envisager pour provoquer le changement ? Si un relatif consensus s'établit pour dénoncer le sexisme du langage, les solutions divergent sur les recommandations en matière de nomination et de dénomination de femmes.

²⁷ Montorgueil 1901 ; Fraisse 2002 [1985].

²⁸ Héry 1901.

²⁹ Auclert 1900.

³⁰ Rennes 2007.

³¹ Lesueur 1898.

³² Klejman & Rochefort 1989 ; Galichon 1910.

Comment réformer le nom des femmes ?

Il est le plus souvent demandé aux femmes de garder leur nom de jeune fille – celui-ci étant plus souvent évoqué comme un nom d'origine, un nom personnel plus que comme le nom du père –, puisqu'aucune loi ne les contraint à le délaisser. Hubertine Auclert réussit à faire adopter un vœu au congrès de la condition et des droits des femmes de 1900 ; Lydie Martial, active suffragiste, porte celui voté au congrès national des droits civils et du suffrage des femmes de 1908. Plusieurs militantes qui partagent leur vie avec des hommes féministes³³ montrent l'exemple en conservant leur nom de jeune fille, comme Hubertine Auclert, contrainte de se marier pour rejoindre son compagnon nommé en Algérie, ou encore la néomalthusienne Nelly Roussel mariée avec le sculpteur Henri Godet. L'avocate Maria Vérone n'a jamais adopté le nom de son époux Georges Lhermite, membre comme elle de la Ligue française pour le droit des femmes. Elle est de celles qui reprennent le sujet du nom et de la dénomination des femmes dans les années 1920 et 1930. Celles qui se sont fait connaître sous leur nom marital le conservent sans forcément le regretter. La romancière Marcelle Tinayre, collaboratrice à *La Fronde*, évoque avec admiration non pas le nom de son mari mais celui de sa belle-mère, féministe et communarde, « Mme Victoire Tinayre, ma belle-mère morte depuis trois ans et dont je porte avec joie le nom respecté »³⁴. Accoler les deux noms, comme le pratiquent les milieux aristocratiques et mondains ou certains protestants par exemple³⁵, est une autre solution. Elle est adoptée par plusieurs personnalités féministes : Anna Féresse-Deraismes, la sœur de la célèbre Maria Deraismes, choisit de mettre le nom de mariage en premier comme Ghénia Avril de Sainte Croix (mariée Avril), tandis que Gabrielle Moyse-Lipman et Blanche Edwards-Pilliet placent en premier leur patronyme. Marguerite de Witt-Schlumberger fait de même, mais dans ses premières publications, elle figure en couverture comme Mme Paul de Schlumberger, un choix qui pourrait être celui de l'éditeur quand on constate qu'elle signe de Witt-

³³ Jacquemart 2015.

³⁴ Tinayre 1898.

³⁵ Lalouette 1991.

Schlumberger sa préface. Le conjoint ou compagnon peut également décider d'adopter comme nom de plume les deux noms accolés. Eugénie Pierre et Edmond Potonié qui vivent en union libre, signent chacun Potonié-Pierre depuis leur rencontre pour marquer leur fusion affective et leur collaboration intellectuelle. L'inconvénient, soulignent certaines, est qu'en cas de divorce, la femme risque de perdre son nom. La question du prénom est rarement abordée, mais Hélène Brion, institutrice engagée au sein de la Fédération féministe universitaire, choisit parfois le classement par prénom dans son encyclopédie féministe manuscrite le jugeant plus féministe, car n'étant pas susceptible de changer au gré de leur statut matrimonial³⁶. La doctoresse Madeleine Pelletier, seule partisane d'une masculinisation des filles, préconise que les mères choisissent un prénom non sexué pour leurs filles³⁷.

Les recommandations sont aussi abondantes à propos de Madame/Mademoiselle, la plupart du temps pour que l'appellation Madame soit attribuée à toutes les femmes, au moins à partir d'un certain âge. Une lectrice hollandaise de *La Française*, Elisabeth Hamburger-Cordès, précise qu'en Hollande le Madame est réservé à la bourgeoise, le Mademoiselle à la classe moyenne et « femme » suivi du nom du mari à la femme pauvre³⁸. Ce mixte de critère social et de genre rappelle l'origine bourgeoise de l'appellation Madame en France. L'habitude de parler des « demoiselles » de magasins ou de la poste, ce que des féministes ne manquent de vouloir changer, dénote le même mélange. Elisabeth Hamburger-Cordès propose la création d'une ligue de Madame, idée qui séduit Jane Misme mais dont on ne trouve plus d'échos ensuite³⁹. La féministe bretonne Djénane

³⁶ Bard 1995.

³⁷ Pelletier 1978 [1914].

³⁸ En Angleterre le titre de *Mistress* orthographié comme *Mrs* ou *Ms* n'était pas lié à l'époque moderne au statut marital, il était réservé aux femmes adultes de haut statut social, mariées ou non, qui avaient des domestiques, ou encore aux femmes de mauvaise vie. La distinction entre femmes mariées ou non avec l'usage de *Miss* pour les jeunes femmes non mariées apparaît au XVIII^e siècle, la coutume venant de France. L'usage du *Ms* comme alternative a été proposé en 1901 aux États-Unis et s'est répandue dans les années 1960-1970. Erickson 2014.

³⁹ Hamburger-Cordès 1910.

(pseudonyme de Marie-Paule Salonne) opte pour le Madame, mais préconise aussi de généraliser le plus possible l'usage du simple prénom-nom comme le font la plupart des journalistes ou écrivaines pour signer leurs écrits. D'autres suivent Clémence Royer qui propose d'intituler Madame toutes les femmes qui travaillent. Hélène Brion suggère à ses collègues de supprimer l'usage du Mademoiselle dans leur classe et de se faire appeler Madame par les élèves même si elles ne sont pas mariées⁴⁰. En 1932, le magazine féminin *Minerva* rappelle l'action d'Hubertine Auclert quand il lance une campagne pour le nom des femmes mariées et pour le Madame généralisé⁴¹.

La question du nom des femmes est également liée à celle de la transmission et de la filiation. Perpétuer son nom à travers sa progéniture, sans avoir à adopter celui de son mari, est un souhait partagé par de nombreuses féministes radicales. L'on peut être frappé néanmoins par le fait que cette thématique n'est pas dominante et, plus que la mère, c'est davantage l'individu femme qui est la cible des discours. Pour autoriser la transmission du nom maternel, il ne s'agit plus de changer des usages mais bien de changer la loi. Hubertine Auclert le réclame à l'instar de nombre d'utopistes réformateurs de la famille comme Paul Lacombe qui insistent sur l'avantage de cette filiation pour les enfants naturels. Émile de Girardin est plusieurs fois cité comme ayant défendu cette position dans son ouvrage *La Femme libre*. Des propositions plus conciliantes consistent à transmettre les deux noms. Ceux qui ne considèrent pas d'emblée inadmissible cette atteinte à l'ordre patriarcal, jugent souvent que cette transmission d'un double nom sera impossible au fil des générations. Il est alors proposé parfois que la mère transmette son nom aux filles et le père aux garçons. C'est la position d'un des rares juristes féministes, Raoul de La Grasserie, qui examine la question du nom maternel, en expert du droit et de l'anthropologie. Il considère que l'effacement du nom de la mère est une des causes qui concourt à maintenir l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme et à lui donner un rôle subalterne car elle « l'annihile même anthropologiquement »⁴².

⁴⁰ Bard 1995 : 228 ; Brion 1913.

⁴¹ Dudit 1932 ; Vérone 1933.

⁴² La Grasserie 1900 : 167.

Quand il s'agit de modifier la loi sur la transmission du nom ou de changer les usages quotidiens, la critique féministe du nom des femmes ne trouve guère d'écho hors d'un cercle militant restreint et suscite des commentaires souvent peu amènes. En revanche, la question du nom des femmes mariées, voire de sa transmission, finit par s'inscrire largement dans l'agenda féministe modéré et des réformateurs de la famille à qui l'on doit les réformes des années 1960 sur les régimes matrimoniaux, la loi de 1970 sur l'autorité parentale ou encore celle de 1972 sur les enfants naturels⁴³.

Approches féministes du nom des femmes depuis les années 1970

Le Mouvement de libération des femmes, qui s'affirme en 1970, s'inscrit dans une contre-culture révolutionnaire où se mêlent dénonciation de l'oppression, refus de l'individualisme abstrait et exploration de la subjectivité au sein du collectif. Dans un premier temps, à l'instar des saint-simoniennes, la rupture radicale avec l'institution du mariage et celle même du nom s'illustre par l'usage du prénom, de l'initiale ou du pseudonyme dans plusieurs publications, tracts ou journaux. Geneviève Fraisse revient en 2008 sur cette pratique dans la « chronique du sexisme ordinaire » des *Temps Modernes*.

Les auteures de cette chronique avaient des pseudonymes, des prénoms ou des noms pris dans la littérature. Ce n'était pas pour se cacher derrière l'anonymat, mais plutôt pour être l'une ou l'autre, telle ou telle, l'une parmi les autres ; semblables et singulières à la fois. Bien sûr, il était dit que les femmes, porteuses, malgré elles ou de plein gré, du nom du père ou du mari, devaient s'en défaire, s'en libérer ; cela, c'était l'obligation idéologique. En fait, les prénoms des femmes, comme figures d'un mouvement d'émancipation, de libération, comme image d'un mouvement collectif, étaient la marque de ce qui leur appartenait en propre. Signer de son prénom avait un sens politique, reprise d'une individualité au service d'une cause commune⁴⁴.

La question du nom prend ainsi une place symbolique forte dans le processus de libération collective. Cet effacement de l'individu dans

⁴³ Le nom de la femme mariée 1948.

⁴⁴ Fraisse 2008 : 187.

l'utopie de la sororité ne convient pas à toutes les militantes. Christiane Rochefort, qui a déjà un nom reconnu d'écrivaine depuis la parution du *Repos du guerrier* en 1958, s'y plie mais le critique tandis que certaines en soulignent les ambiguïtés⁴⁵. Les *Cahiers du Griff*, fondés en 1973 par Françoise Collin à Bruxelles, adoptent une solution intermédiaire : les articles sont signés individuellement mais l'annotation en marge des commentaires du groupe marque graphiquement l'écriture à plusieurs voix⁴⁶.

Le courant différentialiste, réuni autour de la psychanalyste Antoinette Fouque, développe une critique féministe de la prépondérance symbolique du « Nom du père » dans la théorie lacanienne et réhabilite la figure du féminin et de la mère, cette « vivante sans nom »⁴⁷, selon l'écrivaine Hélène Cixous. Toutes les tendances du féminisme parmi lesquelles nous comptons les différentialistes qui refusent le terme, dénoncent l'impossibilité pour les femmes de se faire un nom, pour les artistes notamment⁴⁸.

La problématique du nom des femmes dans la perspective de l'individualisme démocratique est cependant désormais davantage portée par un « féminisme d'État » initiateur de changements concrets dans un contexte où l'égalité conjugale et familiale s'étend et où les valeurs d'égalité des sexes sont de plus en plus partagées par les femmes. Bien que, pour les militantes du MLF, Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine nommée par le président Valéry Giscard d'Estaing en 1974, incarne une figure honnie de la « récupération » politique de la cause des femmes, d'un point de vue historique cette structure appartient pleinement à l'histoire des féminismes modérés et réformistes, y compris de droite. Ce courant vise un rééquilibrage égalitaire et non un bouleversement radical des rapports de genre, mais son rôle tend à être réévalué⁴⁹. Garder son nom de jeune fille, le port du double nom ou encore le système allemand du choix d'un des deux noms par le couple figurent parmi les réformes envisagées par Françoise

⁴⁵ Mlf // textes premiers 2009 : 49 et 135.

⁴⁶ Rochefort & Zancarini-Fournel 2015.

⁴⁷ Cixous 1975 : 44.

⁴⁸ Dumont 2014.

⁴⁹ Revillard 2016.

Giroud pour les femmes mariées, avec la gestion des biens et la situation fiscale, notamment la double signature de la déclaration fiscale⁵⁰. Au moment du débat autour de la loi sur le divorce par consentement mutuel, la secrétaire d'État propose également que la femme divorcée puisse conserver le nom de son époux si elle n'est pas à l'origine de la demande de divorce ou si le juge l'estime nécessaire pour elle⁵¹. Le manque de soutien réel du gouvernement ne lui laisse guère de marge de manœuvre pour réaliser ces propositions, mais son programme reste une référence pour les structures institutionnelles qui lui succèdent après sa démission en août 1976.

Plusieurs indices montrent que le débat sur le nom des femmes ne se cantonne pas aux coulisses du pouvoir, mais concerne davantage la société française. Le magazine *Marie Claire* commande un sondage IFOP en 1976 qui conclut que six Françaises sur dix ne veulent plus perdre leur nom de jeune fille en se mariant, que 63% des moins de quarante ans souhaiterait opter pour le nom double et que près d'une femme sur deux souhaite voir disparaître le « Mademoiselle »⁵². Le centre d'information féminin de Paris déclare recevoir des appels de femmes qui souhaitent garder leur nom de jeune fille, nombre de témoignages dans la presse exposent les difficultés rencontrées notamment dans les emplois publics et face aux administrations⁵³. Plusieurs articles dans la presse féminine expliquent à nouveau que l'adoption du nom marital n'est pas une obligation et qu'elle présente parfois bien des inconvénients. En 1981, ce sont les déboires de la journaliste et militante féministe Isabelle de Wangen qui alertent les lectrices. Connue pour avoir été choisie par Jacques Mesrine pour une interview dans *Paris Match*, elle est contrainte de retirer son nom d'un livre qu'elle venait de publier sur les femmes de détenus par la famille de son ex-mari dont elle avait conservé le nom après son divorce⁵⁴.

La question de la transmission du nom devient elle aussi plus prégnante. Elle est plus souvent abordée dans la presse, d'autant

⁵⁰ Giroud 1976 : 91.

⁵¹ « Le secrétariat d'État à la Condition féminine : un an d'action » 1975.

⁵² *Le Monde*, 2 septembre 1976.

⁵³ Naudin 1979.

⁵⁴ « Isabelle de Wangen » 1981.

qu'une proposition de loi du 5 juillet 1976 porte sur « l'égalité de l'homme et de la femme en matière de nom ». Il y est demandé que le droit de porter son nom de naissance en toutes circonstances soit inscrit dans la loi et dans tous les formulaires, que les couples qui le souhaitent puissent porter le double nom et le transmettre à leurs enfants⁵⁵. La proposition reste sans suite, comme celles qui suivent, que l'initiative vienne de gauche ou de droite, malgré la recommandation du Conseil de l'Europe en 1978 et l'article 16 de la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) qui met sur le même plan la question du choix du nom de famille et celle du choix d'une profession⁵⁶. En 1979, le ministère de la Condition féminine dirigé par Monique Pelletier rappelle la possibilité de faire établir son passeport à son seul nom patronymique depuis 1967, sa carte d'identité depuis 1968, un compte bancaire et désormais son permis de conduire⁵⁷. La transmission du nom n'est en revanche pas revendiquée, n'étant pas considérée comme une préoccupation prioritaire des femmes⁵⁸, mais une enquête doit être mise en place.

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République relance les espoirs d'un changement législatif. Le nouveau ministère des Droits de la femme dirigé par Yvette Roudy, bien ancré dans le paysage associatif féministe, se consacre plus généralement à un projet de loi anti-sexiste et à la réforme du langage⁵⁹, ce qui lui vaut de très vives critiques. L'usage du nom figure comme un point d'information du guide des droits des femmes dès 1982⁶⁰ et, lors du premier 8 mars officiellement fêté en 1982, François Mitterrand s'engage pour une réforme de la transmission du nom. Dans ce contexte à la fois polémique et stimulant, les féministes, plus proches dorénavant des démarches ministérielles, appuient les propositions de transmission du

⁵⁵ Proposition n°413 Sénat, Annexe au procès verbal de la séance du 5 juillet 1976.

⁵⁶ <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm>

⁵⁷ Naudin 1979.

⁵⁸ Ministère de la Condition féminine 1979.

⁵⁹ Benoîte Groult est nommée en 1984 à la tête d'une commission de terminologie pour la féminisation des noms de métiers de grade et de fonction qui se maintient jusqu'en 1986.

⁶⁰ Ministère des Droits de la femme 1982.

nom⁶¹ et plusieurs parlementaires montent au créneau, mais en vain. La Cour de cassation refuse la transmission du double nom aux enfants naturels que réclamaient certains parents et le garde des Sceaux, Robert Badinter, n'est pas favorable à ce type de réforme. La députée Denise Cacheux, soutenue par le groupe socialiste, réussit pourtant à faire ajouter un article sur la transmission du nom au projet de loi sur les régimes matrimoniaux (visant à rendre plus égalitaire la loi de 1965). Dans son discours à l'Assemblée nationale, elle souligne les inégalités concernant le choix du nom qui persistent : dans le domaine de l'état civil, d'une part, par les usages administratifs qui imposent la mention « épouse » ou « veuve de » malgré les actions de la ministre Yvette Roudy, par l'appellation discriminante pour les femmes de Madame ou Mademoiselle et, d'autre part, dans le domaine de la transmission du nom des mères⁶². On constate ainsi qu'une fois encore nomination et dénomination sont associées. La députée doit finalement réduire sa proposition à une simple possibilité de faire porter les deux noms aux enfants sans transmission possible⁶³. Critiquée pour son manque d'ambition et son peu d'efficacité, la loi du 23 décembre 1985 relative à l'égalité des époux marque néanmoins une étape non négligeable dans le parcours législatif. Elle a permis le développement d'un argumentaire pour une réforme plus audacieuse, celui des juristes ou encore celui du psychanalyste Michel Tort. En 1983, ce dernier répond aux voix qui s'offusquent de l'effacement de la figure du Père, dans un rapport favorable à la réforme, dont il reprend les termes en 2005 pour prôner la « fin du dogme paternel » et la recomposition des « ordres symboliques » du nom⁶⁴. La juriste Françoise Dekeuwer-Défossez constate l'importance de l'usage du nom marital comme bastion du système patriarcal et souligne la convergence des analyses produites autour de la loi sur le caractère primordial du port de son nom de naissance par la femme, par rapport à la question de la transmission⁶⁵. Marie-France Valetas, chercheuse au CNRS qui, au sein du

⁶¹ Femmes informations 1983.

⁶² Assemblée nationale, séance du 6 mai 1985.

⁶³ *Nouvelle loi sur le nom* 1988.

⁶⁴ Tort 2005.

⁶⁵ Dekeuwer-Défossez 1988 : 10.

CREDOC⁶⁶, a réalisé l'étude sur le nom de la mère, considère qu'il ne s'agit que « d'une première tentative d'adaptation du juridique à la réalité sociale »⁶⁷. Elle analyse sept ans plus tard son peu d'impact et la résistance plus forte des hommes⁶⁸.

La loi de 2002 sur le nom de famille (terme qui remplace celui de patronyme), proposée par le député socialiste Gérard Gouzes sous le gouvernement de Lionel Jospin, s'inscrit dans la démarche égalitaire du féminisme d'État, une logique d'adaptation plus conforme à un nouveau modèle conjugal, familial, sexuel et politique des rapports de genre que le Pacs et la loi sur la parité ont déjà symbolisé malgré les résistances à leur mise en œuvre⁶⁹. Mise en application en 2005, elle permet aux parents de choisir pour nom celui du père, de la mère ou les deux accolés. La loi Taubira de mars 2013 sur le « mariage pour tous », qui instaure la possibilité d'une parentalité de couples de même sexe, précise que, dans tous les couples qui ne s'accorderaient pas sur le nom à attribuer à leur enfant, c'est non pas le nom du père qui l'emporterait mais les deux noms accolés. La référence à la convention de l'ONU (CEDAW) et à la lutte contre les discriminations faites aux femmes soutient l'argumentation de la ministre violemment contestée par les adversaires du mariage des personnes de même sexe.

Ces réformes ne sont pas dues seulement à l'acharnement du féminisme institutionnel. Depuis les années 1990, qui marquent un tournant dans les mobilisations féministes comme le souligne l'appellation de « troisième vague », la question du nom est revenu à l'agenda du féminisme radical, comme au sein des jeunes groupes MixCité ou les Marie pas Claire⁷⁰. En 2012, les groupes Osez le féminisme et Les Chiennes de garde lancent une campagne sur la suppression de Mademoiselle dans les formulaires administratifs et obtiennent gain de cause par une circulaire avec le soutien de Roselyne Bachelot, alors ministre de la Solidarité et de la Cohésion

⁶⁶ Centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation.

⁶⁷ Valetas 1982 et 1985.

⁶⁸ Valetas 1992.

⁶⁹ Descoutures 2015.

⁷⁰ Merci à Juliette Rennes de m'avoir signalé ce tournant, notamment au sein de MixCité et à Christelle Taraud pour son témoignage à propos des Marie Pas Claire.

sociale en charge des Droits des femmes. La question reste à l'ordre du jour en 2016 relayée par le *Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexes* produit par le Haut conseil à l'égalité⁷¹.

*

Une perspective de longue durée à travers l'histoire des féminismes nous incite à souligner l'importance d'une problématisation égalitaire spécifique de démocratisation des rapports de genre et de la famille. Ces analyses, ces revendications, ces actions et pratiques féministes ont indéniablement permis la maturation d'une remise en cause du statut inégalitaire du nom des femmes. Porté par un féminisme radical à la fin du XIX^e siècle, plus individualiste que maternaliste, cette problématique n'a pas bénéficié d'un héritage direct mais a étayé la réflexion aux moments de résurgence de ces questionnements. Reprise par un féminisme modéré proche des préoccupations des femmes de classes moyennes et de la bourgeoisie plus éduquées et plus nombreuses dans les catégories professionnelles supérieures, la question du nom a été finalement efficacement défendue par un féminisme d'État à partir des années 1970 et repris également par le féminisme radical à partir des années 1990.

Soutenu par un certain consensus politique égalitaire, le nom des femmes a trouvé, non sans mal, une nouvelle assise légale. Ces réformes participent du processus historique d'individuation et d'autonomisation des femmes contre l'héritage patriarcal du Code civil, mais révèlent également la force des résistances dans les usages courants⁷². L'inscription durable du nom des femmes se pose aussi dans l'espace public. Face au déficit de transmission des acquis de l'histoire des femmes et du genre et aux obstacles à l'égalité des sexes, maintes initiatives tendent à visibiliser davantage les traces de l'action des femmes dans le passé et le présent dans le nom de rue par exemple et à réhabiliter un « matrimoine » dans les arts et la culture, une préoccupation déjà présente au XIX^e siècle. Désormais, le nom des femmes se pose dans un nouveau contexte de brèches aux normes

⁷¹ Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes 2016.

⁷² Descoutures 2015 ; Jauffreau 2005.

hétérosexuelles – avec le mariage pour les personnes de même sexe et l’institutionnalisation des familles homoparentales – et d’une nécessaire imbrication avec la problématique postcoloniale de la diversité ethnique. Cependant, au-delà du droit et des actions symboliques, les stratégies féministes se heurtent à ces nombreuses « technologies de genre » – pour reprendre l’expression de Teresa de Lauretis⁷³ – qui ne cessent de fabriquer les inégalités et les hiérarchisations.

Sources

- AUCLERT Hubertine, 1900, « Féminiser la langue », *Le Radical*, 12 août.
- , 1901, « Gardez votre nom », *Le Radical*, 21 décembre.
- , s.d. [1905], *Le Nom de la femme*, brochure, Paris, Société du livre à l’auteur.
- « Assemblée nationale séance du 6 mai 1985 », 1985, *Journal Officiel de la République française*, mardi 7 mai.
- BELILON Camille, 1898, « Chronique féministe », *La Fronde*, 28 juillet.
- BRION Hélène, 1913, « Le nom de la femme », *L’Action féministe*, avril.
- CIXOUS Hélène, 1975, « Le rire de la Méduse », *L’Arc*, « Simone de Beauvoir et la lutte des femmes », n°61.
- DEROIN Jeanne, 1992 [1831-1832], « Profession de foi de Melle Jenny De Roin », in *De la liberté des femmes. Lettres de dames au Globe (1831-1832)*, textes recueillis et présentés par Michèle Riot-Sarcey, Paris, Côté-femmes.
- DUDIT Suzanne, 1932, « Une coutume n’a pas force de loi. Le nom de la femme mariée ? », *Minerva*, 10 avril.
- « Femmes informations », 1983, *Bulletin du CODIF Marseille*, avril/mars.
- GALICHON Claire, 1910, « Madame ou Mademoiselle ? », *La Française*, 7 août.
- GIROUD Françoise, 1976, *Cent mesures pour les femmes*, Paris, La Documentation française.
- HAMBURGER-CORDÈS Elisabeth, 1910, *La Française*, 4 septembre.
- HÉRY George, 1901, « Madame et Mademoiselle », *Le Journal des Femmes*, avril.
- HAUT CONSEIL À L’ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, 2016, *Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexes*, Paris, La Documentation française.
- « Isabelle de Wangen », 1981, *Marie Claire*, mars.

⁷³ Lauretis 2007.

- La Fronde*, 1901, « Courrier Madame ou Mademoiselle », 15 décembre.
- LA GRASSERIE Raoul de, 1900, « Du nom maternel », *Revue de morale sociale*, juin.
- « Le nom de la femme mariée », 1948, *Le Droit des femmes*, novembre-décembre.
- « Le secrétariat d'État à la Condition féminine : un an d'action », 1975, *Supplément aux Cahiers Français* « Vivre au féminin », 171, mai-août.
- LESUEUR Daniel, 1898, « Les mères », *La Fronde*, 17 juin.
- LOC-MOR Yahne de, 1896, « Fragment du journal d'une féministe », *Revue des femmes russes*, 10, 20 septembre.
- « Madame ou mademoiselle ? », 1976, *Le Monde*, 2 septembre [non signé].
- Ministère de la Condition féminine, 1979, *La Croix*, 14 novembre.
- Ministère des Droits de la femme, 1982, *Guide des droits des femmes*, Paris, La Documentation française.
- Mjff / *textes premiers*, 2009, choisis par Cathy BERNHEIM, Liliane KANDEL, Françoise PICQ, Nadja RINGART, Paris, Stock.
- MONTORGUEIL Georges, 1901, « Les femmes demandent la suppression du mot mademoiselle », *L'Éclair*, 11 novembre.
- NAUDIN Odile, 1979, « C'est mon nom, nom de nom », *La Croix*, 14 novembre.
- PELLETIER Madeleine, 1978 [1914], *L'Éducation féministe des filles et autres textes*, Paris, Syros.
- RICHER Léon, 1870, *Le Droit des femmes*, 5 juin.
- ROYER Clémence, 1898, « Nos titres de politesse. Monsieur, Madame et Mademoiselle », *La Fronde*, 4-5-6 octobre.
- , 1901, « Madame ou Mademoiselle », *La Fronde*, 25 novembre.
- S. [Suzanne Voilquin], 1832, *L'Apostolat des femmes*, p. 87.
- TINAYRE Marcelle, 1898, « Souvenir », *La Fronde*, 24 juillet.
- VALETAS Marie-France, 1985, « La réponse du moment à l'identité de l'époque »
Propos recueillis par Véronique Brocard, *Libération*, 1^{er} juillet.
- VÉRONE Maria, 1933, « Le nom de la femme mariée », *L'Œuvre*, 9 septembre.
- VIVIANI René, 1905, « Le nom du mari », *L'Humanité*, 13 avril.

Bibliographie

- BARD Christine, 1995, *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes 1914-1940*, Paris, Fayard.
- CAMBOR Kate, 2009, *Jeanne Hugo, Léon Daudet et Jean-Baptiste Charcot face à leur destin*, Paris, Flammarion.
- DEKEUWER-DÉFOSSEZ Françoise, 1988, « Avant Propos », in *Nouvelle loi sur le nom article 43 de loi du 23 décembre 1985*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ).
- DESCOUTURES Virginie, 2015, « Le nom des femmes et sa transmission », *Mouvements*, 82/2, p. 43-48.
- DUMONT Fabienne, 2014, *Des Sorcières comme les autres. Artistes et féministes dans la France des années 1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Archives du féminisme ».
- EICHNER Caroline, 2014, « In the Name of the Mother: feminist opposition to the patronym in Nineteenth-Century France », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 39/3, p. 559-683.
- ERICKSON Amy Louise, 2014, « Mistresses and marriage: or, a short history of the Mrs », *History Workshop Journal*, 78/1, p. 39-57.
- FINE Agnès & Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), 2005, *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- FRAISSE Geneviève, 1998, *Les Femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio ».
- , 2002 [1985], *Clémence Royer. Philosophe et femme de science*, Paris, Gallimard, coll. « Folio ».
- , 2007, *Du Consentement*, Paris, Le Seuil.
- , 2008, « Le rire et l'historienne », *Les Temps Modernes*, 2008/1-2 (n°647-648), p. 186-191. [DOI 10.3917/ltn.647.0186]
- HENNETTE-VAUCHEZ Stéphanie, PICHARD Marc & Diane ROMAN, 2016, *Genre et Droit. Ressources pédagogiques*, Paris, Dalloz.
- JACQUEMART Alban, 2015, *Les Hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Archives du féminisme ».
- JAUFFREAU Marie-Françoise, 2005, « Le nom marital dans la société française contemporaine », in Agnès FINE & Françoise-Romaine OUELLETTE (dir.), *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 213-236.

- KLEJMAN Laurence & Florence ROCHEFORT, 1989, *L'Égalité en marche. Le Féminisme sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques / des femmes.
- LALOUETTE Jacqueline, 1991, « Épouser une protestante : le choix de républicains et de libres penseurs au siècle dernier », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 37, p. 197-231.
- LAURETIS Teresa de, 2007, *Théorie queer et cultures populaires. De Foucault à Cronenberg*, Paris, La Dispute.
- Nouvelle loi sur le nom article 43 de loi du 23 décembre 1985*, 1988, PARIS, LGDJ.
- RENNES Juliette, 2007, *Le Mérite et la nature. Une Controverse républicaine : l'accès des femmes aux professions de prestige 1880-1940*, Paris, Fayard.
- RENOULT Anne, 2004, *Andrée Viollis. Une femme journaliste*, Paris Presses de l'Université d'Angers (Prix Mnémosyne 2003).
- REVILLARD Anne, 2016, *La Cause des femmes dans l'État. Une Comparaison France-Québec*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- RIOT-SARCEY Michèle, 1994, *La Démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir 1830-1848*, Paris, Albin Michel.
- ROCHEFORT Florence & Michelle ZANCARINI-FOURNEL, 2015, « *Les Cahiers du Grif* dans le paysage féministe des années 1970-1980 », in Dominique FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL & Florence ROCHEFORT (dir.), *Penser avec Françoise Collin. Le Féminisme et l'exercice de la liberté*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe, p. 31-54.
- ROBERTS Mary Louise, 2002, *Disruptive Acts. The New Woman in Fin-de-Siècle France*, Chicago & London, University of Chicago Press.
- TORT Michel, 2005, *La Fin du dogme paternel*, Paris, Aubier.
- VALETAS Marie-France, 1982, « Le nom de la mère. La transmission du nom de famille », *Sourcing CREDOC* (n°2214).
- , 1992, « Avenir du nom de la femme et transformation des structures familiales », *Population*, 47/1, p. 105-132.